

Super profits pétroliers : la France doit agir

14 septembre 2026

Communiqué / 7 septembre 2026

INDECOSA-CGT exige du gouvernement français qu'il réclame la taxation des superprofits pétroliers

(À l'instar de six autres pays européens)

Le journal Les Échos vient de révéler que les gouvernements de six pays européens — Allemagne, Italie, Autriche, Pologne, Espagne et Portugal — demandent une taxation des superprofits pétroliers. Dans une lettre commune adressée à l'Irlande, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, ils demandent que cette question soit inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion des ministres des Finances, qui se tiendra à Dublin le mois prochain.

INDECOSA-CGT exige du gouvernement français qu'il se joigne sans tarder à cette demande, au moment où les compagnies pétrolières réalisent des bénéfices historiques à la suite du conflit américano-iranien. Cette demande intervient également dans une période où nos gouvernants ne cessent d'appeler les consommateurs et les citoyens à se préparer à faire des sacrifices supplémentaires sur leur pouvoir d'achat (*à commencer par les retraités, dont les pensions ne seraient pas réévaluées à hauteur de l'inflation en 2027 si l'on suit la position défendue par Bercy*).

INDECOSA-CGT partage totalement l'analyse, confiée à l'AFP, du ministre allemand des Finances, Lars Klingbeil, selon laquelle les entreprises énergétiques ne doivent pas « **plumer** » les consommateurs en cette période de crise et que « **les bénéfices excessifs liés à la crise doivent être reversés aux consommateurs** ».

Contact :

Christian KHALIFA, 06 48 71 42 98.

Président d'Indecosa-CGT